



AOÛT 2019 / 22

NEWS

UNSA-Cefi
Bâtiment VAUBAN - Est 1 - Pièces 1094 à 1121
139, Rue de Bercy - Télédéc 656 - 75572 PARIS CEDEX 12
Tél. : 01.53.18.60.92
e-mail : syndicat-unsacefi@syndicats.finances.gouv.fr
www.unsacefi.org

COMPTE RENDU CTAC du 11 juillet 2019 (voici la suite comme convenu)

Hormis la réorganisation de la DGE, le CTAC a également porté sur des projets d'arrêtés concernant :

- Le transfert au Secrétariat Général des MEF du Bureau des politiques des personnels de La Poste et d'Orange SA (ex France Télécom), qui était jusqu'à présent à la DGE.

L'UNSA-Cefi s'est abstenue sur ce texte lié au projet de décret relatif aux conséquences de la réorganisation de la DGE.

- La création d'un bureau dédié à la gestion et aux politiques RH des contractuels distinct du bureau de l'encadrement supérieur au sein de SRH 2.

L'UNSA-Cefi a voté favorablement dans la mesure où la gestion des contractuels doit être améliorée, d'autant que leur nombre est appelé à augmenter.

- Le transfert de certaines missions de la DG TRESOR, à savoir :
 - Le transfert au CSRH des MEF de la gestion administrative et de la paie des personnels exerçant dans le réseau déconcentré à l'étranger de la DG TRESOR, ainsi que celui des agents de corps directionnels affectés en administration centrale, en conservant toutefois les décisions portant sanction disciplinaire, suspension de fonction, licenciement des personnels relevant des corps et emplois directionnels, des agents contractuels à l'étranger et des volontaires internationaux.
 - Le transfert au Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères de :
 - 79 Equivalents Temps Plein (ETP) d'agents locaux dans le réseau à l'étranger ;
 - 6,4 millions d'euros de crédits de fonctionnement ;
 - 60 logements et 30 bureaux correspondants.

L'UNSA-Cefi a acté ces transferts de missions considérant qu'ils correspondaient à une logique administrative.

- Concernant la création d'une mission interministérielle « France Recouvrement », chargée du pilotage de la réforme du recouvrement fiscal et social, l'UNSA-Cefi s'est abstenue sur ce projet n'ayant pas eu en séance les informations utiles pour prendre position.